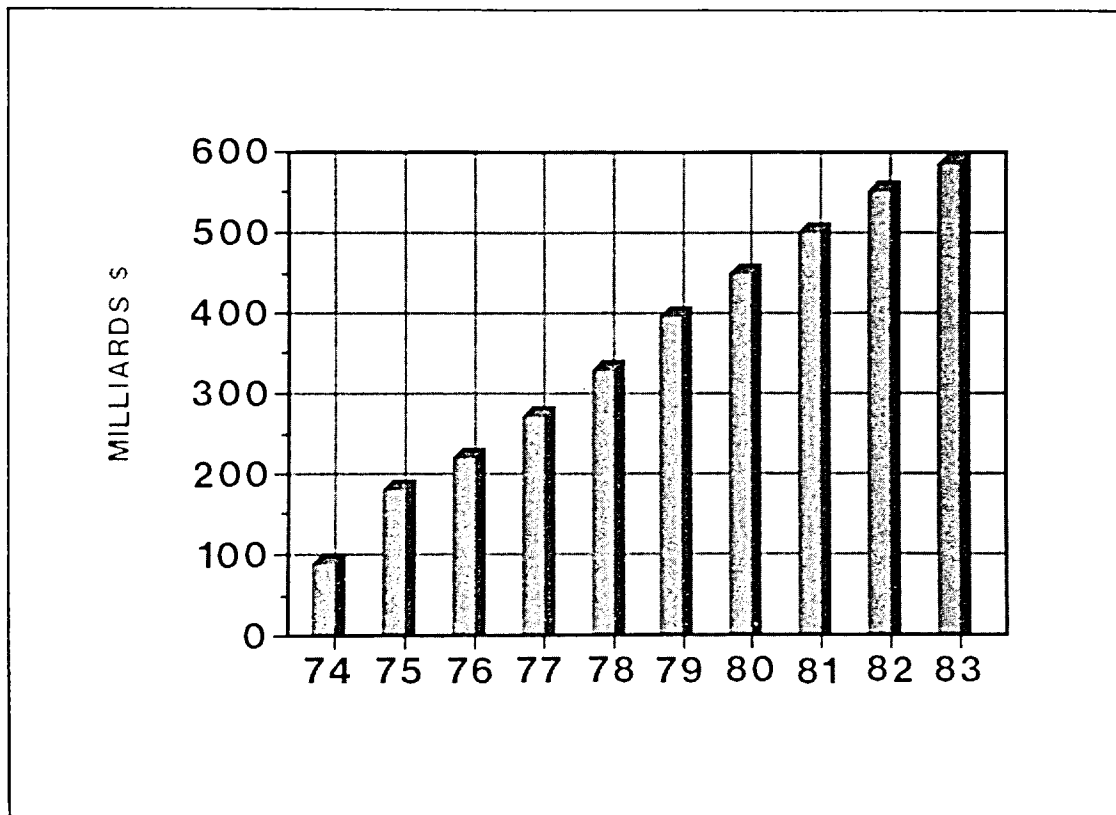


Figure 2: TOTAL DE LA DETTE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT (MONTANTS VERSÉS)



Source : OCDE, Coopération pour le développement, Paris 1983

De graves difficultés subsistent cependant. Dans certains cas, les mesures intérieures nécessaires pour assurer le remboursement de l'emprunt étranger dans un climat économique difficile ont contribué à l'agitation et à l'instabilité politique. Les pays du Tiers monde sont d'autant moins en mesure d'investir dans leur propre développement à long terme que leur marge de manœuvre se trouve fortement réduite par leurs obligations concernant l'amortissement et le service de la dette. Parallèlement, leurs recettes d'exportation sont menacées par de nouvelles barrières non tarifaires érigées dans les pays industrialisés. Par ailleurs, il n'y a eu aucune progression de l'aide financière occidentale, publique et privée, aux pays en développement. Nombre d'organismes multilatéraux, et surtout l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale, ne reçoivent pas des pays plus riches des sommes suffisantes pour consentir les prêts dont a besoin le Tiers monde.

*Les pays du Tiers monde sont d'autant moins en mesure d'investir dans leur propre développement à long terme que leur marge de manœuvre se trouve fortement réduite par leurs obligations concernant l'amortissement et le service de la dette. Parallèlement, leurs recettes d'exportation sont menacées par de nouvelles barrières non tarifaires érigées dans les pays industrialisés.*

Il incombe aux pays débiteurs eux-mêmes de mettre en œuvre des politiques propres à améliorer leur performance économique. Il leur faudra faire un meilleur usage de leurs ressources nationales. Mais ils ne réussiront qu'avec une aide extérieure. Or, les banques commerciales ne pourront fournir à l'avenir le même financement qu'au cours des années 70. C'est pourquoi il nous faudra examiner attentivement le rôle des autres sources de financement — l'investissement étranger direct, l'aide multilatérale et bilatérale et les crédits à l'exportation. Le rôle du FMI, de la Banque mondiale et des banques régionales de développement ainsi que l'adéquation des ressources mises à leur disposition seront des considérations clés à cet égard.